

COMMUNIQUÉ de PRESSE**DISCOURS DE POLITIQUE GÉNÉRALE
Le spectacle continue !**

Le Premier ministre, Édouard Philippe, vient de prononcer sa deuxième déclaration de politique générale devant l'Assemblée Nationale.

Cet acte politique s'est révélé être, aussi et surtout, un acte de communication, une tentative désuète de pédagogie pour tenter de faire comprendre à celles et ceux qui ne l'auraient toujours pas compris en quoi la politique gouvernementale et les objectifs définis par le président de la République seraient bons et n'appelleraient à aucune réorientation ou inflexion. Un acte de communication car annoncé depuis plusieurs semaines comme le point de départ souhaité d'un « acte II » du quinquennat, après plus de sept mois de fracture avec le mouvement social, les organisations syndicales et le monde associatif.

Les annonces s'inscrivent dans la pleine et entière continuité des politiques menées : aucune prise en compte réelle des aspirations à plus de justice sociale, plus de justice fiscale, plus de démocratie et d'actes forts sur les enjeux environnementaux et de la biodiversité.

Le triptyque présidentiel fixé au Premier ministre, mardi, en marge de la Conférence de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), à savoir « Pas de réduction de notre ambition économique, une accélération de notre ambition environnementale et de notre préoccupation sociale », vient de se traduire par une série de mesures qui, toutes, s'inscrivent dans l'écriture d'un deuxième acte d'une même pièce de théâtre... le spectacle continue !

Alors qu'une des premières préoccupations des travailleurs est l'augmentation des salaires, aucune mesure n'est annoncée sur l'augmentation du Smic. Afin de tenter de faire diversion, seule une baisse des impôts sur le revenu pour les premières tranches est annoncée, ce qui n'est pas sans poser question quant au financement de l'État et des services publics.

De plus, il faut mettre cette annonce de baisse des impôts (environ 5 milliards d'euros) en perspective avec le cadeau fait au patronat par le biais du CICE qui coûte à l'État 20 milliards d'euros par an et qui n'a pas eu d'effet sur l'emploi en France !

L'emploi, lui aussi, est le grand absent du discours du Premier ministre. Rien sur la lutte contre le chômage, rien sur le besoin d'embauches massives dans les services publics, par exemple à l'hôpital, dans les urgences, dans les prisons... comme l'actualité et les luttes sociales en cours le démontrent.

L'industrie est ignorée alors même que des grands dossiers font l'actualité, tel Ascoval, Ford, Renault, PSA, Whirlpool, Arjowiggins, etc.

Les services publics sont relayés comme des préoccupations de seconde zone. Pire, l'annonce de mise en place de maisons de service au public avec des salariés dessine les contours d'un projet où le statut des fonctionnaires serait absent et où les missions de service public confiées à des opérateurs privés.

Ce sont donc un discours et des orientations politiques qui, non seulement, ne marquent pas d'inflexions mais qui, de plus, ne prennent pas en compte l'urgence environnementale et font apparaître de nouvelles porosités avec l'extrême droite, notamment en traitant dans un même

élan les questions de l'immigration, du droit d'asile, l'Islam de France et la lutte contre le trafic de drogue...

La CGT dénonce l'imposture sociale de la politique gouvernementale qui ne répond en rien aux aspirations des travailleurs, des privés d'emplois et des retraités, qui continue à mettre toujours plus sous pression le monde du travail, qui crée une société où l'injustice sociale n'a d'égal que l'aspiration des travailleurs à mieux vivre !

Parce que rien ne changera sans la mobilisation du monde du travail, la CGT appelle l'ensemble des travailleurs, des retraités, des privés d'emploi et de la jeunesse à envisager la construction de mobilisations sociales pour imposer d'autres choix !

Montreuil, le 12 juin 2019